

L'école en panne de transmission

Marianne – 22 au 28 septembre 2007 (p. 77-79)

www.Marianne2.fr

Marianne : Vous, Alain Finkielkraut, qui avez publié il y a vingt ans la Défaite de la pensée, et qui sortez à présent un livre reprenant les émissions que vous avez consacrées à la question scolaire sur France Culture*, et vous, François Bayrou, ancien ministre de l'Éducation nationale, qui avez, fait rare, laissé une bonne impression au point d'apparaître dans la campagne présidentielle comme un recours pour de nombreux professeurs déçus du Parti socialiste, quelle est votre vision de l'école aujourd'hui ?

Alain Finkielkraut : L'école agonise. Je vois deux causes majeures à cette situation : l'emballement de l'idée d'égalité et l'entrée, pour parler comme Régis Debray, dans la vidéosphère. L'école républicaine repose depuis son origine sur l'égalité des chances. Il s'agit de créer les conditions d'une inégalité juste, légitime ; l'éclosion des talents par opposition aux inégalités arbitraires de la naissance et de la fortune. Mais voici que le concept d'égalité se dédouble et que l'inégalité des talents ou des aptitudes est récusée au nom de l'égalité de tous les êtres humains. Il n'y a, dans cette perspective, d'inégalité que sociale. Et le bon élève devient suspect : c'est un piston sociologique. Tout échec à l'école apparaît, en revanche, comme un échec de l'école, une incapacité de l'institution à corriger l'injustice, voire à se guérir des préjugés qui, au lieu de prendre acte de la diversité culturelle, opposent encore la culture à l'inculture ou les belles choses au n'importe quoi. Ainsi le rap devient-il poésie et la culture classique perd-elle jusque dans l'école le privilège qui était le sien.

Deuxième phénomène : la mise en ligne du monde et la promesse d'une abolition des distances, d'un aplanissement des obstacles, d'un accès immédiat de tous à tout. Le monde des nouvelles technologies est plat. Le monde de la culture en revanche est escarpé et sa promesse est celle d'un accès progressif, lent, douloureux parfois, à l'intelligence et à la beauté du monde. Le fossé entre les deux promesses ne cesse de se creuser. L'école fait les frais de cette crise de civilisation.

François Bayrou : Je pense qu'il y a trois écoles, une école qui marche très bien pour un tiers des élèves, ceux qui ont par chance, ou grâce à leur famille, le bagage nécessaire pour aimer apprendre. Il y a une école qui marche moyennement pour un autre tiers des élèves et une dernière qui échoue complètement pour un tiers des élèves. Et c'est un double problème pour la nation : cela nous affaiblit beaucoup, nous ne pouvons pas être un pays qui crée et tient son rang, et c'est un grand problème démocratique car l'école a été pendant un siècle le lieu de l'égalité des chances et de l'ascenseur social. Ne nous trompons pas : ces carences sont les mêmes chez beaucoup de nos voisins. Mais elles sont plus brûlantes en France car elles contredisent notre modèle national. Je suis en désaccord avec Alain Finkielkraut sur un point crucial. La question fondamentale pour moi n'est pas celle du trop d'égalita-

risme mais plus simplement celle du rapport à l'écrit. Ce n'est pas une inégalité de nature ou de capacité qui fait que les élèves ne lisent pas. Et ce n'est pas parce que nous les regardons comme égaux qu'ils y échouent. Simplement, nous avons changé de monde et, dans ce monde, nous ne savons plus apprendre à lire aux plus faibles. J'entends : à lire assez pour aimer lire.

Pourquoi cela ? Il y a beaucoup de raisons, mais la principale est sans doute que l'image est devenue le vecteur universel. Or il y a des choses essentielles qui ne peuvent se transmettre que par l'écrit.

A.F. : Rien ne m'est plus étranger que le darwinisme social et le mépris des faibles. Je ne me prends pas pour un fort et je pense comme vous que le premier devoir de tout pays civilisé est d'enseigner à lire à tous les enfants sans exception. Pourquoi n'y parvient-on plus ? L'environnement est hostile, nous sommes d'accord. Mais le discours également. La dynamique égalitaire qui nous emporte estompe la distinction entre l'enfant et l'adulte. Dès son plus jeune âge, l'enfant est considéré comme un sujet autonome, acteur de son projet personnel, constructeur de son propre savoir. Ainsi est-il privé du plaisir d'être enseigné et est-il jeté dans la souffrance interminable d'avoir à tout découvrir lui-même. Et, pour le plus grand malheur du français, l'observation raisonnée de la langue remplace les leçons de grammaire.

La culture est l'imposition d'une forme. Mais, aujourd'hui, on entend par « culture » le « déjà-là » de chacun. Aucune forme ne s'impose. Rien n'émerge du « culturel », ce grand magma. Et je constate avec regret que les professeurs devenus « profs » cèdent, pour un grand nombre d'entre eux, à ce despotisme de l'informe. Oubliant que l'école est une institution où chacun doit jouer son rôle, ils se veulent « sympas » avec les « gamins » et certains se laissent tutoyer sans problème. Rien d'étonnant dès lors à ce que le baccalauréat ne sanctionne plus l'accession des élèves à la culture

générale mais la déqualification générale de l'enseignement secondaire français et que ses exigences soient inférieures à celles de feu le certificat d'études.

F.B. : C'est indiscutable. Le niveau du certificat d'études dans la première moitié du XXe siècle était à bien des égards largement supérieur au niveau de beaucoup de bacs aujourd'hui, pour ce qui concerne en tout cas le rapport à l'écrit. Or l'écrit est le prérequis indispensable à tout. Voilà le cœur de la crise actuelle : l'écrit est redevenu le privilège des nantis...

A.F. : Et encore. La suppression d'un tiers des heures de français dans l'enseignement primaire et la marginalisation du livre par l'écran n'épargnent aucune classe sociale. Dans son dernier séminaire, Barthes a dit : « La littérature n'est plus soutenue par les classes riches. » Il n'y a en effet plus d'héritiers. La bourgeoisie cultivée laisse place au vertigineux de la jet-set et des people. Dans notre société qui

L'enfant, considéré comme autonome, est privé du plaisir d'être enseigné et est jeté dans la souffrance interminable d'avoir à tout découvrir lui-même.

Alain Finkielkraut

se vante d'être une société de la connaissance parce que les experts y pullulent, les connaisseurs disparaissent et la culture tend à être non le privilège des nantis mais la lubie de quelques ostrogoths : quand Bergman est mort, le service public de la télévision, prenant son courage à deux mains, a diffusé Sonate d'automne en VF et au milieu de la nuit.

Marianne : L'école aurait-elle échoué à apporter à tous les anticorps?

F.B. : Il y a un combat dans l'ordre des valeurs. Beaucoup de ce que nous avons aimé dans l'ordre de l'esprit, dont nous avons voulu faire le pilier pas seulement de notre société mais de notre civilisation est aujourd'hui mésestimé et dévalué. Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait déclaré dans une interview : « On a bien le droit de faire lettres anciennes, mais l'Etat ne va pas pouvoir payer longtemps pour des gens qui veulent cultiver leur esprit. » J'ai trouvé cette phrase terrifiante. De même, la ministre de l'Economie a déclaré que le but du gouvernement était de « réhabiliter l'argent, corollaire du succès ». Il se trouve que nous sommes la civilisation qui considère heureusement que l'argent n'est pas le sommet des valeurs et que, plus encore, il n'est qu'une des formes, et pas la plus honorable, du succès. Mais le verbe « avoir » et le verbe « paraître » l'ont emporté sur le verbe « être ». Alors, l'école là-dedans ? Ne croyons pas que nous pouvons demander à l'école toute seule d'être le môle de résistance efficace au glissement de la société. Si les valeurs de la société sont le contraire des valeurs de l'école, et si les valeurs de l'école ne sont pas défendues dans un combat quotidien, nous perdrons la bataille.

De même, il est vain d'ajouter des couches de formation supplémentaires si les acquis ne sont pas garantis. J'ai lu qu'on proposait ici ou là d'ajouter des années de propédeutique à l'entrée en université. Vous voyez bien que chaque niveau se débarrasse de sa mission, comme une patate chaude, en l'envoyant au niveau supérieur. Ne serait-il pas mieux au contraire de demander à chaque niveau de remplir la mission pour laquelle il est préparé ? D'apprendre à lire dès l'école primaire ? Et d'arrêter de se réjouir de taux de réussite au bac parfaitement irréalistes ? La terminale doit être rétablie dans son statut d'année préparatoire aux études universitaires. Et ne doivent arriver au collège, puis au lycée, que des élèves convenablement formés. C'est pour cette raison que j'avais proposé pendant la campagne présidentielle d'établir un contrôle de la lecture et de l'écriture avant l'entrée en sixième.

Marianne : Est-il possible de tenir ce discours quand on est en responsabilité ? Tout le monde n'accepte pas le constat que vous dressez...

F.B. : Je crois que ce constat est largement partagé. Encore faut-il, au lieu de noyer le monde enseignant sous les bonnes paroles, lui parler de bonne foi. Les bonnes paroles,

tout nouveau gouvernement les dispense, plus ou moins abondamment. Elles sont souvent trompeuses : on annonce que les élèves français ont beaucoup trop d'heures de cours, mais chacun sait bien que cette affirmation prélude à un plan de diminution du nombre des enseignants. Parler clair et dire la vérité, c'est le premier devoir des gouvernants, principalement dans le monde de l'éducation. Et un ministre doit se battre non pas pour multiplier les missions de l'école, mais pour les hiérarchiser, pour dire ce qu'est l'essentiel, et concentrer les missions de l'école autour de cet essentiel.

Marianne : François Bayrou vient d'aborder la question du rôle qui doit être celui d'un ministre. L'intellectuel doit-il également soumettre sa réflexion à certains cadres ?

A.F. : L'intellectuel doit faire, face au politique, preuve de modestie. J'ai toujours été impressionné par l'exercice que s'imposait Raymond Aron à chaque fois qu'il avait à commenter une décision. Il se demandait : « Qu'aurais-je fait à la place de l'homme politique ? » Beaucoup d'intellectuels ont le tort de ne pas se poser cette question. Me la posant, je crois devoir choisir, à propos de l'éducation, l'intransigeance et le courage. Celui d'aller contre l'évidence et contre l'opinion. Un exemple : François Bayrou et moi



nous plaignons de cette emprise de l'écran. Or le nouveau poncif est d'introduire l'écran à l'école sous prétexte qu'Internet rend de grands services. Mais la vérité, c'est que l'ordinateur est un outil incomparable pour ceux qui sont déjà instruits. Pour ceux qui apprennent, c'est un moyen d'échapper à la réflexion par le copier-coller et la pousse déambulatoire. Qui ose aujourd'hui remettre en question le gâchis budgétaire de l'informatisation généralisée des écoles ?

F.B. : En effet, je crois que l'informatisation des écoles primaires relève quelque peu de la superstition. J'avais pour ma part créé une polémique quand j'étais ministre car j'avais proposé qu'on interdise les calculatrices en primaire. Il me semblait que ce genre d'outil, utilisé si tôt, ralentit beaucoup et parfois interdit l'acquisition du raisonnement arithmétique, par exemple du calcul mental. Il faut savoir résister à ces grands mouvements de mode et affirmer que, si l'informatique met à portée de clic des bibliothèques mille fois plus riches que la mythique bibliothèque d'Alexandrie, il faut cependant, pour en profiter, comprendre ce qu'on lit et savoir faire la différence entre l'important et l'accessoire. Et cette liberté de jugement exige un mûrissement.

Il faut résister à d'autres modes : on tend toujours à présenter l'enseignement supérieur comme un enseignement secondaire prolongé, et donc à rêver de classes à petit nombre d'étudiants. Or, lorsqu'il entre dans l'enseignement supérieur, l'étudiant devrait être formé à construire lui-même une part de son savoir, une démarche de recherche. Le cours magistral avec un grand nombre d'étudiants permet de mettre au contact de grands esprits... Le préceptorat, où un seul maître s'occupe d'un seul élève, ce n'est pas le schéma idéal.

A.F. : Je me souviens, en tant qu'élève, de magnifiques cours magistraux. Voilà le déploiement de l'autorité. Pas l'autorité de commandement mais l'autorité de compétence. On peut aussi évoquer des souvenirs littéraires, comme Camus parlant de M. Germain. Le cours magistral est aujourd'hui totalement dévalué ; cela prive les élèves d'un bonheur. Mais je crois que cette mise en cause tient aussi au fait que les jeunes, avec les nouvelles technologies, ont la planète à portée de main. Ils sont toujours déjà blasés. Ils n'éprouvent plus spontanément le besoin d'être dépaysés. L'école doit s'obstiner et continuer coûte que coûte à désaccoutumer les élèves d'eux-mêmes et de leur monde.

Marianne : Vous évoquez là une école qui est bien loin des exigences des fédérations de parents d'élèves, dont la première est de fournir des diplômes et un emploi aux jeunes.

F.B. : Au fond il y a un débat - pour ne pas dire un combat - entre ceux qui considèrent que l'école doit d'abord être utilitariste et ceux qui considèrent que l'école, bien sûr, œuvre pour l'insertion dans la société et dans le travail, mais que sa mission première est de former des consciences. C'est-à-dire offrir des repères, développer le sens moral, l'esprit critique, le sens civique et le libre arbitre, n'y a une hiérarchie dans les missions. Les missions de formation de l'esprit civique, de la liberté personnelle et même de l'âme sont premières pour trouver une émancipation

dans la société des rapports de force. Il y a dans l'idéal scolaire un aspect de résistance.

A.F. : Oui mais cette résistance passe précisément par la familiarité avec les grands textes. On ne pense pas de soi-même, par soi-même : voilà ce que l'école doit être capable de dire. Il faut donc combattre non seulement l'utilitarisme mais aussi le nihilisme ou, pour être plus précis, l'absolutisme égalitaire qui méduse le jugement et conteste l'idée même d'une expérience des belles choses au nom de la lutte contre toutes les formes de discrimination. F.B. : Au fond, quel est le débat politique crucial ? Il nous appartient de décider s'il faut adapter notre projet de société au monde comme il est, ou bien considérer que le monde comme il est nous pose des questions auxquelles nous devons apporter des réponses. Notre projet de société et de civilisation est en résistance au monde comme il est, si bien que les enjeux de la question scolaire vont apparaître de plus en plus brûlants. C'est le siècle qui va se jouer là ; le siècle et tout notre héritage.

Propos recueillis par Natacha Polony

* **La Querelle de l'école**, d'Alain Finkielkraut, Stock.

Marianne – 22 au 28 septembre 2007 (p. 77-79)